

TIM JACKSON

POST- CROISSANCE

VIVRE APRÈS LE CAPITALISME



DOMAINE DU POSSIBLE
ACTES SUD

DOMAINE DU POSSIBLE

La crise profonde que connaissent nos sociétés est patente. Dérèglement écologique, exclusion sociale, exploitation sans limites des ressources naturelles, recherche acharnée et déshumanisante du profit, creusement des inégalités sont au cœur des problématiques contemporaines.

Or, partout dans le monde, des hommes et des femmes s'organisent autour d'initiatives originales et innovantes, en vue d'apporter des perspectives nouvelles pour l'avenir. Des solutions existent, des propositions inédites voient le jour aux quatre coins de la planète, souvent à une petite échelle, mais toujours dans le but d'initier un véritable mouvement de transformation des sociétés.

POST-CROISSANCE

VIVRE APRÈS LE CAPITALISME

Collection créée par Cyril Dion en 2011.

Titre original : *Post-Growth. Life After Capitalism*

Éditeur original : Polity Press

© Tim Jackson, 2021

Tous droits réservés

Publié avec l'accord de Polity Press Ltd., Cambridge

© Actes Sud, 2024

pour la traduction française

ISBN 978-2-330-18570-1

www.actes-sud.fr

Photographie de couverture : © Jonathan Percy, Shutterstock, 2024

TIM JACKSON

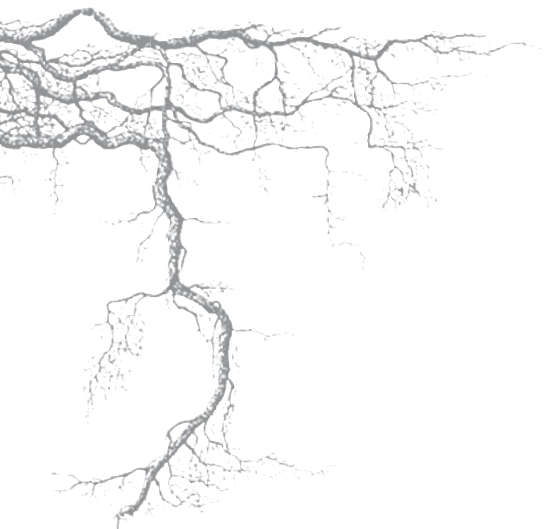
POST-CROISSANCE

VIVRE APRÈS LE CAPITALISME

TRADUIT DE L'ANGLAIS (ROYAUME-UNI)
PAR JOCELYN BLÉRIOT

DOMAINE DU POSSIBLE
ACTES SUD

PROLOGUE



L'histoire, malgré sa douleur déchirante, ne peut pas être non vécue, mais lorsqu'elle est affrontée avec courage, n'a pas besoin d'être vécue à nouveau.

MAYA ANGELOU¹

... que nous soyons par là destinés à exécuter une action dont ce qui vient d'arriver n'est que le prologue. Pour ce qui doit suivre, vous et moi en sommes chargés.

WILLIAM SHAKESPEARE²

“ **L**e monde se met à trembler, écrivait le sociologue Peter Berger, à l'instant même où la conversation qui le sous-tend commence à vaciller³. ” L'année 2020 illustra parfaitement cette dérangeante vérité. Notre conversation n'a pas seulement vacillé. Elle a violemment fait volte-face, et nous a giflés au visage. Brutalement. Il n'est donc pas surprenant que le monde nous paraisse, aujourd'hui encore, fort instable.

Tout allait pourtant si bien. Le soleil s'était levé, resplendissant sur la ville la plus haute d'Europe en cette troisième semaine de janvier. La lumière matinale éclairait magnifiquement les sommets enneigés, lueur dorée sur ciel d'azur alpin. La nature dans toute sa gloire. Décor parfait pour le rendez-vous annuel du privilège et du pouvoir. Premiers ministres et millionnaires. Limousines et hélicoptères. La cinquantième édition du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, allait débiter.

“C'est une kermesse”, me dit mon hôte venu me chercher la veille à la petite gare, pour m'accompagner à mon hébergement temporaire. Un appartement situé en retrait de la ville, donnant sur

les montagnes. “C’est une jungle”, avait répliqué son compagnon. Et nous avions tous réussi à en rire.

Nos dirigeants connaissent les règles du jeu. Ils comprennent intuitivement que ce défilé ostentatoire est un concours de beauté. Les enjeux sont toujours élevés. Les feux de la rampe doivent faire resplendir costumes impeccablement taillés et coiffures irréfutables. Les cortèges doivent jouer des coudes afin d’établir leur supériorité. La rhétorique doit être finement accordée aux problématiques de l’ordre du jour. Le soleil se doit de briller sur les justes. Le jeu ne doit laisser aucune place au doute. La montagne doit sceller pour toujours l’accord conclu dans les sous-sols de l’histoire : plus et toujours plus, le pouvoir appelle le pouvoir, la croissance appelle la croissance. À ceux qui possèdent, qu’il soit donné.

Voilà cinq décennies qu’ils se rendent dans cette station de sports d’hiver huppée, faisant allégeance aux dieux de la croissance. Qu’il neige ou qu’il vente, temps radieux ou hostile, leur mission a toujours été limpide : porter secours aux faibles, prêter courage aux cœurs défaillants. Terrasser le dragon du doute, d’où qu’il surgisse. La croissance économique n’est qu’un jeu de confiance. Tant que l’on y croira, elle se manifestera. Tout ira bien, et tout ira bien, et toutes choses, quelles qu’elles soient, finiront bien¹.

Il y a toujours une multitude de dragons. Cette année ne faisait pas exception à la règle. L’Europe s’inquiétait de la montée du populisme. L’Australie était en proie à l’anxiété due aux incendies ponctuant son “été noir”. Les États-Unis s’inquiétaient d’une guerre commerciale avec la Chine. Le changement climatique s’avérait être le gagnant surprise de la lutte à laquelle se livraient de multiples sujets de préoccupation. Les grèves d’écoliers démarrées en 2019 avaient enfin inscrit ce thème au sommet de la liste des priorités du forum, en tant que risque à long terme pour la croissance.

I. Attribué à Julianne de Norwich, mystique anglaise ayant vécu en recluse entre le XIV^e et le XV^e siècle.

C'était une première. Contre toute attente, un large – quoique pas tout à fait unanime – consensus émergeait à Davos. Il allait falloir faire quelque chose avant que les inondations et les feux de brousse – ou encore ces agaçants activistes qui bloquaient de temps à autre le ballet des limousines en ville – ne fassent dérailler la croissance.

“L’impatience de la jeunesse est une énergie dont nous devrions faire bon usage”, avait déclaré Angela Merkel lors de la conférence. Elle faisait naturellement référence à l’extraordinaire leadership de la jeune militante suédoise Greta Thunberg, qui s’invitait pour la seconde fois à Davos, mettant les puissants en face de leurs responsabilités avec une clarté incomparable. Une colombe parmi les pigeons. Cette année, la simplicité de son message avait attiré une nouvelle génération d’activistes sur un champ de bataille qu’ils ne connaissaient qu’à peine. Ils jaugeaient le terrain avec méfiance et stupeur. La chancelière allemande n’était pas seule parmi les anciens à sentir une larme de sympathie lui monter à l’œil⁴.

Tout le monde ne partageait pas cet émoi. “C’est l’économiste en chef, ou qui est-elle ? Je suis perplexe”, plaisanta le secrétaire au Trésor américain Steven Mnuchin, une sortie qu’il a sans doute regrettée presque instantanément. “Une fois qu’elle aura étudié l’économie à l’université, elle pourra revenir nous expliquer tout ça.” Une fois que tu es dans le trou, Steven, il vaut mieux arrêter de creuser⁵.

Mais naturellement, ils n’ont pas cessé. De creuser. Et le président américain d’alors, Donald Trump, s’est montré bien décidé à souligner la futilité de la discussion, à l’aune d’une croyance que rien n’aurait su menacer. “Pour accueillir les possibilités que nous offre l’avenir, il faut rejeter les éternels prophètes du malheur et leurs promesses d’apocalypse, a-t-il proclamé. Ils sont les héritiers des ridicules diseurs de bonne aventure du passé.” Et notre héros de balayer du regard un océan de visages tournés vers un horizon fait d’opportunités illimitées. J’imagine alors, quelque part, une plume officielle souriant de satisfaction. La vie n’est qu’une production hollywoodienne de série B⁶.

Le paradis est une terre forgée par l'esprit pionnier. Qu'on y mette le feu, qu'on déracine, pour construire à nouveau. Le progrès est un vaste chantier. Il peut sembler chaotique pour le moment, mais les centres commerciaux et les résidences de demain seront une glorieuse vision. Et que ceux qui doutent de cette vision périclitent. Les écoliers, les grévistes du climat, les rebelles anti-extinction, qu'ils aillent en enfer. Que soient maudits les descendants des diseurs de bonne aventure. L'optimisme obligatoire forge l'air du temps. Et l'urgence évidente est évacuée de la rhétorique du pouvoir.

La couche de neige recouvrant Davos devient chaque année plus fine. La saison de ski est aujourd'hui plus courte d'un mois que lorsque Klaus Schwab a créé le forum, en 1971. Le climat change. La neige fond. Un million d'espèces sont menacées d'extinction. Nous perturbons les équilibres écologiques d'une manière totalement imprévisible. D'une manière qui s'est parfois avérée fatale. La planète qui constitue notre foyer commun est soumise à des modifications, possiblement irréversibles, dues à l'augmentation massive de l'activité humaine, qui revêt les atours séducteurs du progrès. Mais de grâce ne portez pas ces réalités à notre attention. Nous avons travaillé si dur pour ne pas avoir à les admettre.

Lors d'un autre moment révélateur, sur cette même scène de Davos, le récemment élu chancelier autrichien venait d'utiliser son temps de parole pour enjoindre à l'Europe de devenir plus innovante, plus tournée vers l'avenir, plus dynamique. À trente-trois ans, Sebastian Kurz venait de devenir le plus jeune chef d'État du monde, pour la seconde fois. Il a fustigé le "pessimisme" des vieux pays européens en matière d'économie, et rendu hommage aux plus jeunes, plus "affamés". Faisant écho à l'imaginaire pionnier, il a appelé de ses vœux un optimisme renouvelé, plus d'innovation, une croissance plus rapide. Rien de neuf sous ce soleil.

Mais plus tard dans la discussion, Kurz a soulevé quelque chose de curieux. "J'ai récemment eu une conversation à propos de philosophies diverses, et d'une société post-croissance, a-t-il déclaré à son

auditoire. On nous disait qu'il était peut-être bon pour un pays de ne pas croître, qu'il serait peut-être mieux de mesurer le bonheur plutôt que la croissance économique." Le ton était engageant. Un sourire discret s'invitait sur le visage du jeune homme. Le temps d'un instant, on était tenté de croire qu'une génération de politiciens mieux avisés avait enfin vu le jour. Que les choses seraient désormais différentes. "Tout cela semble merveilleux et romantique", dit-il. Ses yeux ont brillé d'un éclat annonciateur. "Mais le bonheur ne finance pas les retraites⁸ !"

Kurz venait de présenter la notion de "société post-croissance" pour la rejeter immédiatement comme une idée utopique, sans ancrage dans le réel. Mais quelques semaines plus tard, cette fin de non-recevoir facile allait ressembler à une vue obsolète. La fin du mois de janvier le plus chaud jamais observé réservait une leçon brutale. Peu nombreux étaient ceux qui en étaient conscients, même dans les cercles privilégiés de Davos. Quelques politiciens peu scrupuleux avaient déjà usé de leur statut d'initiés pour mettre leur fortune personnelle à l'abri du danger d'un effondrement financier. Mais la plupart étaient dans l'ignorance ou dans le déni. Personne ne pouvait réellement prévoir la gravité du choc économique et social qui allait s'abattre sur un monde qui ne se doutait de rien. Et alors que Trump livrait son ode à l'esprit pionnier, un jeune docteur chinois du nom de Li Wenliang était entre la vie et la mort à l'hôpital central de Wuhan⁹.

Moins d'un mois auparavant, Li avait alerté le monde quant à l'apparition, dans une zone de la ville où un marché animalier était établi, d'un coronavirus inconnu et particulièrement virulent. Ses efforts d'information lui avaient valu de sévères réprimandes. Deux semaines plus tard, il était mort : une statistique héroïque dans un décompte s'accéléralant à la faveur d'une pandémie à l'évolution exponentielle. Li serait le premier d'une longue série de décès qui auraient pu et dû être évités, de nombreux membres du personnel soignant ayant perdu la vie en s'occupant de malades.

En quelques semaines, l'économie mondiale allait être plongée dans une crise existentielle. Le déni laisserait place à la confusion. La confusion se muerait en sentiment d'urgence. Cette urgence remettrait tout en question. Toute normalité s'évaporerait quasiment du jour au lendemain. Entreprises, foyers et communautés, pays entiers ont été placés sous confinement. Même le souci de croissance s'est trouvé momentanément réduit devant l'urgence de sauver des vies humaines. En même temps qu'il nous était rappelé, inconfortablement, ce qui compte vraiment dans l'existence, nous recevions une leçon d'histoire concernant l'état de l'économie en période de croissance nulle. Et une évidence s'est rapidement imposée : cet état ne ressemble à rien qui ait été vécu jusqu'alors par le monde moderne.

Nous finirons par trouver une terminologie plus appropriée pour décrire notre monde. Le langage se place parfois trop près de l'objet qu'il entend observer. Le bonheur deviendra peut-être, ou pas, la principale valeur fondatrice de nos retraites. D'ici là, nos vues auront été réajustées. Notre vision aura été renouvelée. Nous aurons la capacité de concevoir un avenir dans lequel l'économie sera libérée des liens qui tiennent notre créativité prisonnière d'un dogme dépassé.

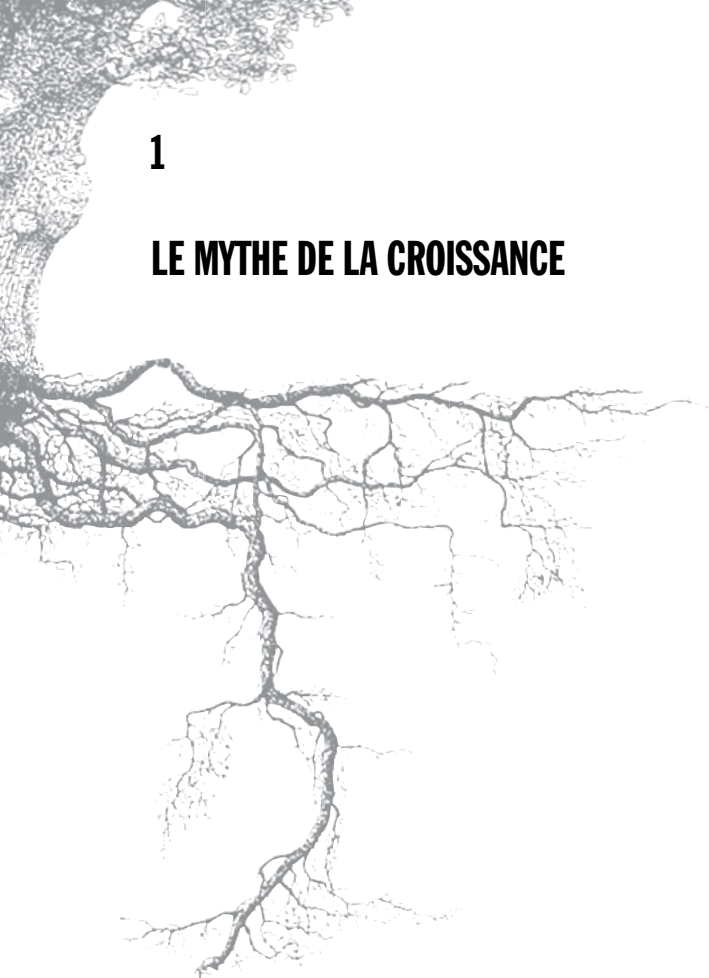
Mais pour l'heure, penser l'après-croissance reste une nécessité. Même en plein bouleversement, nous restons obsédés par la croissance. L'après-croissance est une manière de réfléchir à ce qui pourra advenir lorsque nous en aurons terminé avec cette obsession. Cette idée nous invite à explorer de nouvelles frontières pour le progrès social. Elle nous montre la direction de paysages inconnus, de territoires inexplorés où l'abondance n'est pas mesurée en dollars et où l'accomplissement n'est pas le produit d'une incessante accumulation de richesses matérielles.

Vivre après le capitalisme était un hypothétique sous-titre pour ce livre. Une invitation au lecteur à imaginer notre paradigme économique dominant comme temporaire, un simple reste de jours anciens, survivant à peine, et non comme la vérité immuable et

inaltérable qu'il prétend être. Lors des premiers mois d'écriture de cet ouvrage, le capitalisme s'est trouvé démantelé, morceau par morceau, par un effort de plus en plus surprenant visant à sauver des vies et à assurer un retour à la normale. Au cours de l'année 2020, le monde a été témoin de l'expérience non capitaliste la plus extraordinaire qu'il nous ait été donné d'imaginer. Nous savons désormais qu'une telle réalité n'est pas seulement possible. Elle est essentielle en certaines circonstances. Le but de ce livre est de faire la lumière sur les opportunités qui nous attendent au sein de ce monde inconnu, que nous n'avons qu'entreaperçu¹.

Post-croissance est une invitation à apprendre de l'histoire. Une occasion de nous libérer des errements de la faillible croyance du passé. Tout comme la poétesse et militante des droits civiques Maya Angelou invitait le peuple américain à le faire, dans le poème avec lequel ce chapitre a débuté. La tâche de ce livre est de nous aider à réfléchir honnêtement à la situation dans laquelle nous nous trouvons. Sa mission plus profonde est de guider notre regard loin du sol pollué du dogme économique actuel, et de nous permettre d'envisager ce à quoi le progrès humain pourrait ressembler. Bientôt, cela ne sera plus nécessaire. Son pouvoir aujourd'hui est de libérer nos lèvres des incantations d'hier, et de nous autoriser à énoncer un nouveau genre de lendemain.

I. En choisissant ce sous-titre, j'ai été considérablement influencé par le titre provocateur de Wolfgang Streeck, *How Will the Capitalism End?* (Streeck, 2016). Mais je dois ici également rendre hommage à l'excellent *Four Futures* de Peter Frase, qui adopte le même sous-titre (Frase, 2016).



1

LE MYTHE DE LA CROISSANCE

Nous sommes au début d'une extinction de masse. Et tout ce dont vous pouvez parler c'est d'argent, et des contes de fées d'une croissance éternelle.

GRETA THUNBERG, septembre 2019¹

Trop souvent et depuis trop longtemps, nous semblons avoir renoncé à l'excellence personnelle et aux valeurs de la communauté, pour ne privilégier que l'accumulation de biens matériels.

ROBERT F. KENNEDY, mars 1968²

J our de la Saint-Patrick, 17 mars 1968. C'était un dimanche soir, trop chaud pour la saison. L'air semblait promettre la venue imminente du printemps lorsque le sénateur Robert F. Kennedy arriva au Kansas en provenance de New York. Il venait le jour même de déclarer sa candidature dans la course à la présidentielle de 1968. Afin de pouvoir se présenter, il lui faudrait d'abord affronter le président en poste, Lyndon B. Johnson. Sénateur contre président, démocrate contre démocrate : la bataille s'annonçait rude, et Kennedy n'était en rien convaincu de sa victoire³.

Mais lorsqu'il posa pied sur le tarmac de Kansas City, lui et son épouse, Ethel, se trouvèrent assiégés par plusieurs milliers de sympathisants, ayant forcé un cordon de protection policière aux cris de "Go Bobby go!" et exigeant un discours. Rien n'avait été prévu, et il n'y avait pas de mégaphone. Aussi Kennedy, s'exécutant, lança quelques remarques à la cantonade, avant de s'apercevoir qu'il était à peine audible. "C'était mon premier discours de campagne, dit-il. Maintenant applaudissons tous." Il applaudit, le public applaudit, et

tout le monde rit. Cela semblait augurer d'un bon début de campagne présidentielle.

Le sénateur était encore visiblement nerveux lorsqu'il arriva le lendemain matin à l'université d'État du Kansas (KSU) pour son premier discours officiel. Celui-ci avait été soigneusement composé pour l'occasion par son auteur attiré, Adam Walinsky. Les premières impressions comptent. Personne dans son équipe ne pouvait en prédire l'impact. Le Kansas était l'un des États les plus conservateurs du pays, loyal envers l'establishment et le drapeau américain. C'était peut-être le dernier des endroits duquel on pouvait s'attendre qu'il montre de la sympathie pour le message anti-guerre de Bobby Kennedy.

Il débuta, intelligemment, par une citation de William Allen White, ancien rédacteur en chef d'un journal du Kansas. "Si nos lycées et universités ne produisent pas des étudiants qui manifestent, qui se rebellent et qui attaquent la vie avec toute la vigueur et la vision de la jeunesse, c'est que quelque chose ne va pas, dit-il. Plus il y aura d'émeutes débutant sur nos campus, mieux s'en portera le monde de demain." Il s'agissait d'un appel sincère à la génération qui avait porté le mouvement de révolte contre la guerre du Viêtnam des ghettos jusqu'aux campus des universités libérales et aisées à travers les États-Unis. Les étudiants adorèrent. La première salve de Kennedy fut accueillie par un "rugissement de joie⁴".

L'excitation était palpable. Les étudiants dans le hall – certains d'entre eux perchés sur la charpente – encourageaient avec ardeur ses attaques frontales contre la guerre du Viêtnam, son dédain pour le gouvernement de Johnson, et son outrage envers la politique états-unienne tant domestique qu'extérieure. Il ne s'agissait pas là d'une entrée en matière prudente pour une campagne présidentielle. C'était de la dynamite. L'accueil était au-delà de ce que l'on avait osé espérer. Des témoins racontent comment un journaliste, le photographe du *Look Magazine* Stanley Tettrick, se retrouva embarqué par une foule d'étudiants, peinant à rester debout au milieu

du chaos, et criant à l'adresse de personne en particulier : "C'est le Kansas, le putain de Kansas ! Il va jusqu'au bout¹ !"

Bobby Kennedy n'irait pas, ainsi que l'histoire nous l'a montré, "jusqu'au bout". Mais personne ne le savait, en cette journée inaugurale de sa campagne présidentielle. Son équipe était extatique. La campagne était lancée. Les journalistes avaient leur papier, et la couverture médiatique ne ferait aucun mal au candidat. Le soulagement était perceptible lorsque le cortège se mit en route pour le second discours de la journée, cette fois à l'université du Kansas, la grande rivale sportive de KSU.

Walinsky mit le court trajet à profit en réécrivant le discours qu'il avait préparé pour cette seconde apparition. Il avait été conçu comme une adresse plus posée, censée souligner le caractère réfléchi et intellectuel du sénateur. Il contenait un passage qui nous intéresse ici particulièrement, concernant les usages et abus du produit intérieur brut – l'indicateur servant à mesurer la croissance économique. Il s'agissait d'un thème étrange, abscons, pour un discours de campagne. Ce qui témoigne de la radicalité de la vision politique de Kennedy. Ce passage faillit bien ne pas survivre à la seconde version.

Aussi surpris que ravi par la réaction qu'avait suscitée son discours du matin, Kennedy en redemandait pour l'après-midi. Il incita donc son rédacteur à laisser de côté le contenu austère, pour donner à l'intervention un peu de l'audace du matin. Ce qui en résulta fut ce que l'on pourrait affectueusement qualifier de "pot-pourri", morceaux choisis d'anciens discours entrecoupés d'anecdotes et agrémentés de l'occasionnelle boutade bien placée. Par chance, le passage consacré au PIB fut conservé. Et ce simple hasard du destin se révélerait avoir une importance considérable pour le présent ouvrage – et avant tout sur la vie de son auteur, qui n'était qu'un enfant lorsque ce discours fut prononcé¹.

1. Newfield (1969, p. 234) décrit ce second discours de la journée comme spontané et peu préparé. Le récit que fait Walinsky de sa réécriture lors du trajet au départ de KSU explique pourquoi le produit final s'est avéré relativement informel.

L'importance du mythe

Chaque culture, chaque société s'accroche à un mythe qui façonne son existence. Le nôtre est celui de la croissance. Tant que l'économie continue à se développer, nous sommes certains que la vie devient meilleure. Nous croyons que nous progressons – pas seulement individuellement, mais aussi en tant que société. Nous nous convainquons que le monde de demain sera plus riant et accueillant pour nos enfants, et les leurs. Lorsque le contraire se produit, la désillusion entre en scène. La stabilité est menacée par l'effondrement. L'horizon s'assombrit. Et ces démons – si réels qu'ils puissent être dans une économie qui dépend si totalement de la croissance – se trouvent renforcés par la perte de confiance en notre narratif fondateur. Le mythe de la croissance.

J'utilise ici le terme de “mythe” en son sens le plus positif. Les mythes ont une importance. Les récits nous soutiennent. Ils créent nos univers de pensée et forment nos conversations. Ils légitiment le pouvoir politique et constituent le socle du contrat social. Faire allégeance à un mythe n'est pas mauvais en soi. Nous le faisons tous, d'une manière ou d'une autre, implicitement ou explicitement. Mais reconnaître le pouvoir du mythe ne revient pas toujours à l'accepter. Parfois les mythes travaillent pour nous. Parfois ils œuvrent contre nous.

Lorsqu'ils perdurent, il y a une raison. La croissance économique a engendré une extraordinaire richesse. Elle a extrait des millions d'individus de la pauvreté. Pour les mieux lotis et les plus riches, elle a permis un niveau de confort, de luxe et de sophistication à peine concevable. Elle a offert des opportunités que nos ancêtres n'auraient simplement pas pu imaginer. Elle a rendu envisageable le rêve du progrès social. Nutrition, santé, habitat, mobilité, transport aérien, connectivité, divertissement : quelques exemples parmi les nombreux bénéfices de la croissance économique.

Mais l'explosion massive d'activité économique a également eu un impact dévastateur sans précédent sur l'environnement. Nous

assistons à la disparition d'espèces la plus rapide de toute l'histoire de l'humanité. Les forêts sont décimées. L'habitat naturel décline. Les terres agricoles sont menacées par l'expansion économique. L'instabilité climatique met notre sécurité en péril. Le niveau de la mer monte. Les océans s'acidifient. La richesse à laquelle nous aspirons a été négociée à un prix dont nous ne pourrions nous acquitter. Le mythe qui nous a soutenus est en train de nous défaire.

Mon objectif n'est pas ici de cataloguer ces impacts ni de documenter leurs dommages. D'excellents recensements sont déjà disponibles. "Depuis plus de trente ans, la science a été d'une clarté imparable", comme l'a rappelé Greta Thunberg lors de la conférence sur le climat des Nations unies en 2019. Ses mots sont devenus un phénomène culturel. Ils ont même donné lieu à des interprétations artistiques et musicales dont la portée dépasse celle des scientifiques. Les faits qui les sous-tendent sont consignés dans une multitude de pages, fruits d'un travail acharné⁶.

Mon intention est plutôt de me pencher sur le défi que Greta Thunberg lance en qualifiant la croissance économique de "conte de fées", car nous sommes ici devant un univers complexe qui requiert notre attention. Ces contes sont un code qui fait partie intégrante du mode d'emploi de l'économie moderne. Il en a été ainsi depuis des décennies. Ils continuent à distordre notre compréhension du progrès social et nous empêchent d'avoir une réflexion plus profonde quant à la condition humaine.

La thèse générale de cet ouvrage consiste à dire que la qualité de vie ne s'obtient pas forcément aux dépens de la planète. Le confort matériel a transformé nos existences – à bien des égards pour le meilleur. Mais le fardeau de la possession peut occulter la joie émanant du sentiment d'appartenance. L'obsession de "produire" peut pervertir la plénitude de "faire". La pression de consommer peut s'opposer à la simple légèreté d'être. Retrouver la prospérité n'est pas tant une question de déni qu'une affaire de choix et d'opportunité.

Ce livre s'intéresse aux conditions dans lesquelles nous nous épanouissons. Il cherche à éclairer le potentiel dont nous disposons à vivre de meilleures existences, plus satisfaisantes et plus durables. La fin de la croissance n'est pas la fin du progrès social. Détrôner l'expansion matérielle ne revient pas à renoncer à la prospérité humaine. Un autre (meilleur) monde est possible. Ce qui semble évident, et l'a semblé au moins depuis l'épisode du Kansas.

Lorsque Kennedy arriva au complexe sportif "Phog" Allen Fieldhouse, fief de l'équipe de basketball de l'université du Kansas, l'atmosphère était électrique. Plus de vingt mille personnes avaient pris l'arène d'assaut : étudiants et personnel, journalistes et commentateurs, débordant sur le terrain et ne laissant à Kennedy qu'un minuscule périmètre où se tenir derrière un pupitre en bois, assorti d'une forêt de micros.

Il ouvrit avec ce qui a dû être une boutade plus ou moins spontanée. "Je ne suis vraiment pas ici pour faire un discours, a-t-il déclaré. Je suis là car j'arrive de Kansas State, et ils m'ont chargé de vous transmettre leurs salutations. C'est ce qu'ils ont dit. C'est d'ailleurs tout ce dont ils parlent, là-bas, combien ils vous aiment." La rivalité entre les deux meilleures universités du Kansas était légendaire. Le traditionnel "duel des tournesols", match opposant les deux équipes de basketball, était âprement disputé depuis 1907. Le stade entier éclata de rire. Ils l'aimaient déjà. Assez, apparemment, pour qu'il se permette de leur offrir un peu de macroéconomie⁷.

Un peu de macroéconomie

Dans les termes les plus simples, le PIB constitue la mesure de la taille de l'économie d'un pays : les volumes produits, les recettes et les dépenses à l'échelle de la nation. Cette mesure s'exprime, faut-il le préciser, en termes monétaires : dollars, euros, yuans et yens. Il

s'agit de l'indicateur phare issu du complexe système de comptabilité national (SCN), qui depuis 1953 sert de standard international pour mesurer la performance économique. Développé lors de la Seconde Guerre mondiale, ce système est né en partie du besoin qu'ont eu les gouvernements de savoir combien ils pouvaient allouer à l'effort de guerre⁸.

En 1968, la taille du PIB s'était imposée comme un indicateur quasi omniprésent du succès politique. La formation du G7 au début des années 1970 et celle du G20 dans les années 1990 allaient consacrer son influence. Ce simple chiffre devint l'indicateur le plus influent en matière de politiques publiques. Durant plus d'un demi-siècle, il a tenu le rôle, sans rival, de synonyme de progrès social. Ce qui rendait d'autant plus extraordinaire le fait d'en effectuer la critique lors du premier jour d'une campagne présidentielle.

Lorsque Kennedy a commencé à parler d'économie, la foule est devenue plus silencieuse, m'a rapporté Walinsky – attentive tant au contenu qu'à la rhétorique déroulant la vision du sénateur. Son argument était d'une simplicité foudroyante. Les statistiques en lesquelles nous plaçons tant de foi comptent simplement les mauvais facteurs. Elles incluent trop d'éléments négatifs qui nuisent à notre qualité de vie, et excluent trop de points positifs qui ont une réelle importance pour nous. Le PIB "tient compte de la pollution de l'air et de la publicité pour le tabac, ainsi que des ambulances venues remédier à un carnage sur nos autoroutes", déclara Kennedy à son auditoire de l'université du Kansas :

Il comptabilise les serrures spéciales pour nos portes, et les prisons pour ceux qui parviendraient à les forcer. Il compte la destruction de nos séquoias et la perte de nos merveilles naturelles dans l'urbanisme chaotique. Il compte le napalm et compte les têtes de missiles nucléaires et les voitures blindées que la police emploie pour combattre les émeutes dans nos villes. Il compte le fusil de Whitman et le couteau de Speck,

et les programmes télévisés qui glorifient la violence afin de vendre des jouets à nos enfants¹.

Et alors qu'il inclut de manière erronée tous ces points négatifs comme s'ils nous bénéficiaient, de nombreux aspects de nos vies ne sont tout simplement pas inscrits au bilan. L'inégalité dans notre société. Les contributions de ceux qui ne sont pas rémunérés. Le travail de ceux et celles qui s'occupent des enfants et des vieillards, chez eux. Il échoue à évaluer la "santé de nos enfants, la qualité de leur éducation ou la joie de leurs jeux". Il passe à côté "de la beauté de notre poésie... de l'intelligence de notre débat public... de l'intégrité de nos officiers publics".

Il serait peu commun de trouver un politicien s'exprimant en ces termes aujourd'hui. Nous sommes devenus toujours plus captifs du langage de la croissance. Notre politique est devenue de plus en plus éloignée de la décence, de l'intégrité et de la notion de "service public". Notre obsession pour le PIB en est en partie responsable. Ce seul chiffre "ne mesure ni notre intelligence, ni notre courage, ni notre sagesse, ni notre capacité à apprendre, ni notre compassion, ni notre dévotion à notre pays, conclut Kennedy. Il mesure tout, en bref, mis à part ce qui fait que la vie vaut la peine d'être

I. En accord avec les préférences de son époque, Kennedy parlait dans son discours du produit national brut, un terme moins fréquemment utilisé aujourd'hui que le produit intérieur brut. De manière formelle, le PIB mesure la valeur des biens et services produits à l'intérieur des frontières d'un pays, tandis que le PNB comptabilise la valeur des biens et services produits par les citoyens du pays, qu'ils vivent ou non en ses frontières. Cela constitue une différence de taille, notamment lorsqu'il s'agit de les utiliser comme indicateurs de progrès national. Certains "miracles économiques" de la dernière décennie (comme l'Irlande ou le Portugal) semblent bien moins miraculeux lorsque le PNB est utilisé à la place du PIB.

Les références au fusil de Whitman et au couteau de Speck renvoient aux armes de tueurs en série qui ont terrorisé les États-Unis lors de l'été 1966. De fait, elles placent les origines de cette portion du discours à un moment précédant la visite au Kansas – une intuition confirmée par Walinsky, qui se souvient que ces références avaient été utilisées pour un discours à Salt Lake City, dans l'Utah, en 1966. Il n'y a pas de trace officielle de cette première apparition.

vécue”. À la fin de sa critique, il fit une pause momentanée. Le public commença à applaudir. Pas avec l’ardeur témoignée plus tôt, se souvint Walinsky. “Désormais leurs applaudissements étaient sérieux, pensifs. Mais on aurait dit qu’ils pourraient continuer toute la journée”, dit-il.

Il est difficile de jauger à quel point les remarques de Kennedy ce jour-là étaient extraordinaires. À la fin des années 1960, l’économie des États-Unis affichait un taux de croissance d’environ 5 % par an. Cet état de fait était pris pour acquis, cette croissance allait continuer indéfiniment. La théorie économique elle-même était bâtie sur ce postulat. Pourtant, voilà qu’un politicien, pas n’importe lequel puisqu’il brigait la présidence de la plus importante économie du monde, jetait le doute sur la doctrine la plus sacrée du capitalisme : l’accumulation incessante de richesse.

Mesurer le taux d’activité de l’économie et appeler cela le “progrès” n’a jamais été ni ne sera jamais un moyen d’atteindre une prospérité durable. Tel était le message choc délivré avec éloquence par Robert F. Kennedy aux étudiants du Kansas. Ce texte allait devenir, et reste à ce jour, le discours emblématique de la critique du PIB⁹.

Arrière-plan

J’ai depuis longtemps été fasciné par cet épisode, surtout après qu’un enregistrement du discours à l’université du Kansas a été exhumé d’une cave, il y a une vingtaine d’années. Il déclenchait un frisson d’excitation historique dans ce qui était encore un débat à la marge. Au cours des années qui ont suivi, j’ai commencé à prendre son existence pour acquise. Les mots de RFK sont devenus partie intégrante du vocabulaire quotidien utilisé par ceux qui s’emploient à critiquer la croissance ainsi que les instruments qui servent à la mesurer.

Je me suis néanmoins de plus en plus interrogé sur la source de ses idées. Comment une critique de la croissance avait-elle pu

s’immiscer dans un discours de campagne présidentielle, à cette époque et à cet endroit ? Qu’est-ce qui avait bien pu pousser cet homme à prendre cette position à l’encontre de l’air du temps, ouvrant ce qui avait dû passer pour un débat abscons ? Peut-être qu’en trouvant des réponses à ces questions je commencerais à comprendre pourquoi il avait fallu plus d’un demi-siècle pour que ces idées soient prises quelque peu au sérieux. Et pourquoi elles restent largement négligées aujourd’hui.

Lors d’un événement marquant le cinquantième anniversaire du discours, je me trouvais à partager la scène avec Kerry Kennedy, à l’origine de la Fondation RFK pour les droits de l’homme, et fille du sénateur. J’étais curieux de savoir si elle en savait plus quant à l’origine du questionnement de son père vis-à-vis de la croissance économique. Mais elle n’était qu’une enfant lorsque celui-ci avait prononcé son allocution au Kansas. Elle s’attelait certes à faire vivre l’héritage de Bobby Kennedy, en militant pour les droits de l’homme, mais les secrets du PIB restaient pour elle une terre inconnue. Elle n’avait d’ailleurs pas, comme elle me l’a confié, pris conscience de l’importance de ce discours avant l’événement qui nous réunissait ce jour-là.

Notre conversation m’amena à recueillir le témoignage d’Adam Walinsky, moment décisif car celui-ci se montra immédiatement réceptif à mon désir d’en savoir plus. Il apparut clairement qu’il n’était pas lui-même la source de ces interventions : le contenu venait toujours de Kennedy en personne. “Je les écrivais, je choisissais les mots, dit-il. Mais c’était toujours RFK qui sélectionnait les exemples : il s’agissait de sujets dont il parlait depuis notre entrée au Sénat. Tout ce discours concerne le pays qu’il souhaitait que l’on devienne. C’était sa vision de l’Amérique, et ce à quoi nous devons aspirer.”

Une investigation un peu plus poussée mit en lumière deux éléments fondamentaux dans l’arrière-plan intellectuel. L’un était l’intérêt porté par le courant libéral¹ du milieu du xx^e siècle à une

I. Au sens anglo-saxon du terme, c’est-à-dire “progressiste”. (N.d.T.)

frange de la société en désaccord avec le modèle fondé sur la consommation. L'autre était l'impact étonnant qu'avait eu *Printemps silencieux* de Rachel Carson. Publié en 1962, ce livre a longtemps été considéré comme étant à l'origine du mouvement environnementaliste moderne. Il a sans aucun doute influencé les Kennedy. Le frère de Bobby, le président JFK, avait soutenu Carson lors de la rédaction de son ouvrage, et publiquement défendu ses travaux lorsqu'ils avaient reçu une opposition féroce de la part des acteurs industriels.

"L'environnementalisme naissant" du gouvernement JFK fut fermement établi lors d'un discours prononcé par un de ses proches conseillers, le juge William O. Douglas de la Cour suprême, durant la campagne victorieuse de 1960. Bobby Kennedy et Douglas étaient amis depuis les années 1950. Ils avaient randonné ensemble, et l'amour que RFK portait à la nature était dû, en partie au moins, à la proximité qu'il entretenait avec elle. Douglas était un allié volontaire dans sa lutte pour une vision politique incluant l'écologie. "La préservation des valeurs que la technologie va détruire... est de fait la nouvelle frontière", déclara-t-il à la Wilderness Conference de San Francisco¹⁰.

Ce sentiment était partagé par les libéraux américains. Deux intellectuels dominaient ce débat émergent. (L'un des deux littéralement : l'économiste John Kenneth Galbraith mesurait en effet 2 m 05.) Galbraith avait écorché dans ses travaux les bénéfices douteux du consumérisme. Dans le passage le plus cité de son best-seller *L'Ère de l'opulence*, il écrit :

La famille qui fait un tour dans son auto mauve et cerise, dotée d'air conditionné, d'une direction et d'un freinage assistés, traverse des villes mal pavées, rendues hideuses par les déchets, les immeubles décatés, l'affichage publicitaire et les poteaux portant des câbles qui auraient dû être enterrés depuis bien longtemps¹¹.

Son collègue d'Harvard et un temps voisin Arthur Schlesinger s'était exprimé dans une veine similaire, à propos de l'obscénité du contraste entre richesse affichée et conditions de vie des plus démunis. Dans son article intitulé "Sur l'avenir du libéralisme¹²", écrit en 1956, il remarquait :

Nous sommes submergés de biens de consommation toujours plus luxueux et ingénieux, mais nos écoles deviennent surpeuplées et délabrées, nos enseignants plus fatigués et sous-payés, nos aires de jeux surpeuplées, nos villes plus sales, nos routes plus encombrées et crasseuses, nos parcs nationaux moins entretenus, nos forces de l'ordre surmenées et inadéquates¹³.

Les deux hommes sont devenus conseillers des Kennedy durant la présidence de JFK. Les fondements de la critique du PIB avaient été posés par deux débats culturels de l'époque, tous deux remettant en question le rêve américain – l'un pour des raisons sociales et l'autre en raison de considérations environnementales. Néanmoins, l'inspiration du discours de Bobby Kennedy à l'université du Kansas reste le produit de l'expérience, de l'intuition et du ressenti d'un homme. Peut-être n'est-il pas nécessaire de chercher d'autres explications.

"Tout ne va pas bien"

La question de l'origine du discours de Kennedy est tout aussi troublante que celle posée par la longévité de son influence. Il avait sans aucun doute une pertinence thématique. On parlait volontiers du besoin d'un engagement plus profond, plus philosophique quant à la nature même du progrès humain. Mais c'est pourtant l'aspect le plus technique, moins que philosophique, du discours qui s'est montré le plus persistant. Derrière la rhétorique se trouve

un problème de mesure aisément définissable. Le principal indicateur de performance économique utilisé par les gouvernements est défectueux.

La mesure est un problème merveilleusement technique. L'étalon que nous utilisons est-il adapté à la tâche ? Ses limites ont-elles une importance ? Peut-on les corriger ? Comment ajuster les choses afin de les faire mieux fonctionner ? Autant de questions plus simples à aborder et solutionner que notre obsession pour la croissance elle-même. Il s'agissait donc là d'un domaine suffisamment consensuel pour permettre de flirter avec les intuitions de Kennedy, sans pour autant devoir se confronter à leurs implications plus profondes. Il convient de le reconnaître, il aura fallu attendre un peu avant de les voir se joindre au débat... mais elles ont finalement entraîné dans leur sillage quelques invités surprises notables.

L'initiative "Au-delà du PIB" de la Commission européenne en 2007 et le Groupe d'experts de haut niveau pour la mesure des performances économiques et du progrès social de l'OCDE en 2014 ont témoigné de notre appétence pour les questions techniques liées aux indicateurs. Même le Forum économique mondial a pu évoquer en termes positifs les alternatives au PIB. Au fil du temps, d'une manière ou d'une autre, les paroles de Kennedy sont devenues légendaires. Elles ont été citées maintes fois – pas seulement par des "lunatiques, idéalistes et révolutionnaires" mais aussi, à l'occasion, par d'autres candidats à la présidence et des Premiers ministres conservateurs¹⁴.

Les discussions concernant la mesure constituent un espace de réelle innovation en termes de politiques publiques, dans le contexte d'un débat qui peine à se défaire de son allégeance idéologique à la croissance. Des pays aussi variés que le Bhoutan, la Nouvelle-Zélande, la Finlande et l'Écosse ont commencé (très récemment, dans la plupart des cas) à développer de nouvelles façons de mesurer le progrès. Certaines initiatives offrent ce que l'on nomme parfois des "comptes satellites", sans aller jusqu'à remettre en cause la

prévalence du PIB. D'autres font de vraies tentatives d'intégration des alternatives dans les politiques économiques ou le budget¹⁵.

Ces conversations sont importantes. Le fait de mesurer est important. "Si on mesure les mauvaises choses, on prendra les mauvaises décisions", argumentait le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, qui a coprésidé le groupe d'experts de l'OCDE. "Si nos indicateurs nous disent que tout va bien alors qu'il n'en est rien, nous perdrons en vigilance, a-t-il dit récemment. Et il devrait être clair, malgré les hausses de PIB, et le fait que la crise de 2008 est bel et bien derrière nous, que tout ne va pas bien¹⁶."

Pourtant la critique de la croissance elle-même, l'authentique refrain post-croissance qui sous-tend le discours de Kennedy, est bien moins assurée. Elle a été pratiquement ignorée durant des décennies par les politiques au pouvoir. Grâce à l'aide d'une jeunesse militante, elle a gagné en visibilité. Mais aujourd'hui encore elle demeure une anomalie curieuse, en porte-à-faux avec le discours ambiant. Le sourire esquissé par Kurz à Davos en dit long. D'abord, ils vous ignorent. Ensuite, ils rient. Jusqu'au moment où, soudain, faire face à la réalité devient une obligation qui s'impose à nous.

L'état stationnaire

Alors que Kennedy occupait la tribune au Kansas, un jeune économiste spécialisé en agriculture du nom d'Herman Daly était sur le point de publier son premier article grand public. Il travaillait dessus depuis 1965. Le principal argument de "L'économie comme science de la vie" était que l'économie et la biologie sont toutes deux tournées vers l'étude d'une seule et même chose : le processus de vie lui-même.

Il s'agit là d'un sentiment étroitement lié aux arguments que je souhaite développer dans cet ouvrage. Un appel aux économistes afin